Le Monde
Mercredi 31 octobre 2012

La Syrie dans la guerre civile : anatomie d'un pays en morceaux

Le territoire syrien est divisé en une multitude de zones dont le régime de Bachar Al-Assad et les rebelles se disputent le contrôle

Le sort de la Syrie, pour l'instant du moins, se décide sur le terrain, les armes à la main. L'envoyé spécial des Nations unies et de la Ligue arabe, l'Algérien Lakhdar Brahimi, en a fait le constat à ses dépens. Censée débuter vendredi 26 octobre, à l'occasion de l'Aïd el-Kébir, la trêve de quatre jours qu'il avait négociée pied à pied n'a jamais commencé. En lieu et place de l'apaisement espéré, c'est au train-train des tueries que l'on a assisté : 146 morts vendredi, 114 samedi, 99 dimanche. Plus de 35 000 victimes depuis le début du soulèvement contre le régime de Bachar Al-Assad, il y a dix-neuf mois. Faute d'initiative diplomatique crédible, c'est donc sur le terrain qu'il faut se pencher pour comprendre où va la Syrie. Localisation des forces, lignes de front, dynamiques des combats, flux de réfugiés, situations aux frontières : *Le Monde* dresse l'état des lieux d'un pays patchwork, où s'entremêlent six types de zones.

Une zone contrôlée par le régime mais qui ne lui est pas acquise. Il s'agit de la capitale, Damas, où le régime doit composer avec une population en grande majorité sunnite, souvent hostile au pouvoir des Assad, issus d'un clan alaouite (chiite dissident). Son appareil sécuritaire contrôle les principaux axes de communication ainsi que la plupart des quartiers, exception faite de quelques secteurs au sud, comme Kfar Soussé. Le sentiment de maîtrise que les autorités s'attachent à projeter est battu en brèche par la multiplication des attentats, comme celui mené contre le siège de l'état-major fin septembre.

Une zone contrôlée par le régime et qui lui reste jusqu'à présent fidèle. Elle comprend le couloir côtier qui va de Lattaquié à Tartous, et les villages de la chaîne montagneuse qui surplombe le littoral. Le soutien que la population de cette région accorde au régime s'explique par des raisons communautaires – elle est majoritairement alaouite, la confession du clan présidentiel –, et par le fait que beaucoup de ses enfants sont employés dans les institutions de l'Etat, notamment sécuritaires.

La cohérence de ce secteur, où le régime pourrait être tenté de se retrancher en cas de chute de Damas, est menacée par les combattants rebelles des djebels Akrad et Turkmène, situés au nord-est de Lattaquié, qui cherchent à avancer vers la côte. *« Les partisans de la révolution font état d'une fatigue croissante de la population de cette zone, car un grand nombre des soldats tués dans les combats en sont originaires »*, relève Ziad Majed, politologue libanais.

Des zones contrôlées en grande partie par l'opposition mais soumises à des bombardements. Il s'agit des provinces d'Idlib et d'Alep, dans le nord du pays, ainsi que de la vallée de l'Euphrate, de Deir ez-Zor à Abou Kamal, dans l'est de la Syrie. Ces territoires sont pour l'essentiel aux mains des brigades de l'Armée syrienne libre (ASL). Le régime n'y conserve le contrôle que de quelques villes, comme Idlib, et d'une poignée de bases militaires, qui sont encerclées par les rebelles mais ravitaillées par les airs.

Ces poches de résistance sont cruciales pour Damas, car elles rompent la continuité territoriale entre les régions « libérées ». C'est le cas du camp militaire de Wadi Deif, dans la province d'Idlib, près de Maaret Al-Nouman, à partir duquel le régime s'efforce de protéger ses lignes de ravitaillement vers Alep. *« Les combattants de l'ASL tiennent Maaret Al-Nouman, mais ils restent à la merci d'un bombardement depuis le camp voisin*, affirme le chercheur Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie. *Comme ils manquent d'armes lourdes, ils ont les plus grandes difficultés à prendre le camp. Leur tactique consiste à l'assiéger et à affamer ses défenseurs. »*

Des zones disputées, théâtre d'affrontements à répétition, avec une ligne de démarcation mouvante. Elles se trouvent en lisière des grandes villes, comme à Douma, Harasta et Daraya, ces banlieues informelles de Damas, ou bien autour de Deraa et dans certains quartiers périphériques d'Hama, qui demeure sous le contrôle du pouvoir. Ces zones de combats à l'issue incertaine se rencontrent aussi à l'intérieur de centres urbains, à cheval sur une ligne de fracture confessionnelle – comme à Homs, divisée entre quartiers sunnites et alaouites – ou économique – comme à Alep, divisée entre quartiers déshérités et quartiers aisés.

Dans tous ces secteurs, le régime compense sa relative absence physique par des bombardements massifs et des incursions, parfois suivies de massacres. *« En s'attaquant à ces zones pauvres, qui sont le vivier du soulèvement, le régime ne cherche pas seulement à évincer les rebelles, il veut aussi détruire "la société de la révolution" »*, souligne Ziad Majed. Ces opérations de nettoyage n'offrent au régime qu'un répit limité car elles ne parviennent pas à empêcher la réinfiltration des unités de l'ASL, quelques semaines ou quelques mois plus tard. *« C'est le problème structurel du régime*, fait remarquer Thomas Pierret. *Faute d'hommes en nombre suffisant, il ne peut transformer sa supériorité militaire en véritables gains territoriaux. »*

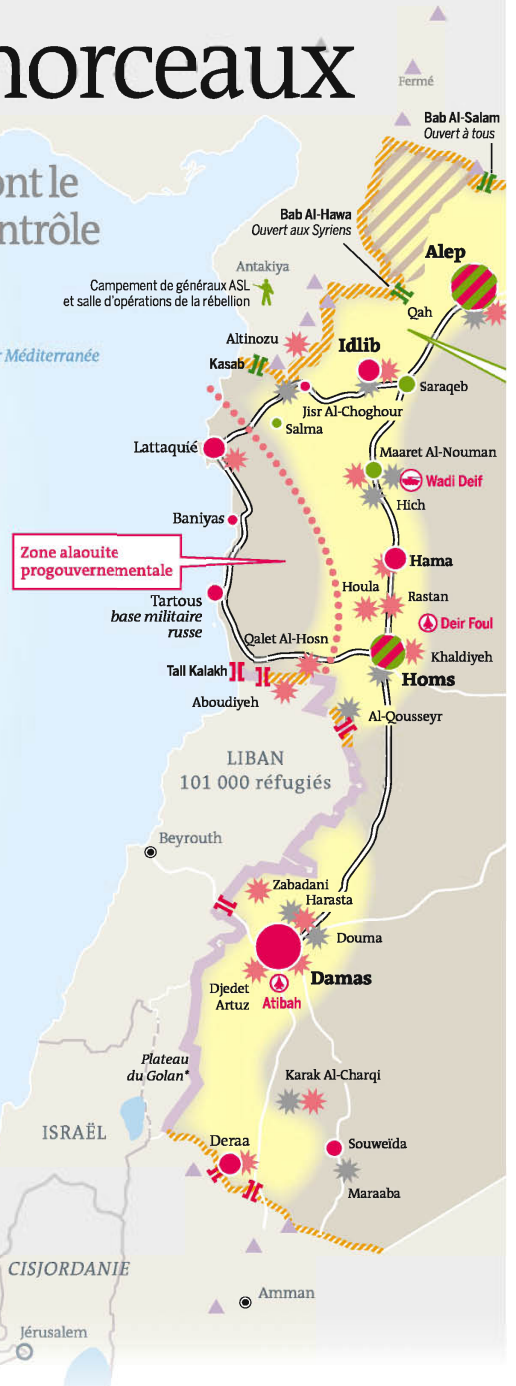
Des zones sous contrôle de milices kurdes ou de notables alliés au régime. Il s'agit de la province de Hassaké, dans le nord-est, quadrillée par les forces paramilitaires kurdes, proches du PKK, qui coopèrent avec les autorités, tout en évitant les accrochages avec l'ASL ; d'une grande partie du gouvernorat de Ar-Raqqah, dans le centre-est du pays, peuplé de Bédouins sunnites sédentarisés, dont le pouvoir a su s'acheter l'allégeance ; et de la province de Souweïda, dans le sud.

Ces secteurs ne connaissent pas d'affrontements mais des manifestations s'y déroulent quotidiennement, en soutien à la révolution. Le régime y maintient une présence sécuritaire et ses avions les survolent régulièrement. Le calme qui prévaut à Ar-Raqqah en fait la destination de refuge privilégiée des civils déplacés par les combats, dont le nombre est estimé par le Croissant-Rouge syrien à 1,5 million.

Des zones frontalières sous haute tension. Qu'elles soient poreuses ou hermétiques, sous la tutelle du régime ou de l'ASL, les frontières sont un enjeu à part dans la crise syrienne. D'une part, parce qu'elles voient défiler des dizaines de milliers de réfugiés – les Nations unies estiment que 358 000 Syriens ont fui à l'étranger, principalement au Liban, en Turquie et en Jordanie, et ils s'attendent à ce que ce chiffre atteigne 700 000 à la fin de l'année. D'autre part, parce qu'elles sont au cœur des risques d'embrasement de la région. La frontière avec la Turquie, qui abrite l'état-major de l'ASL, a été le théâtre d'une escalade militaire, à la mi-octobre. Ankara a riposté à coups d'obus de chars à des tirs de mortier sur son territoire.

Côté Liban, les menaces de déstabilisation sont encore plus nettes. Entre le Hezbollah, qui se cache de moins en moins de servir de milice supplétive à la dictature syrienne, les affrontements entre sunnites et alaouites à Tripoli et l'assassinat du général Wissam Al-Hassan, le 19 octobre, attribué à Damas, le pays du Cèdre risque fort d'être aspiré par la tragédie syrienne. ■

BENJAMIN BARTHE

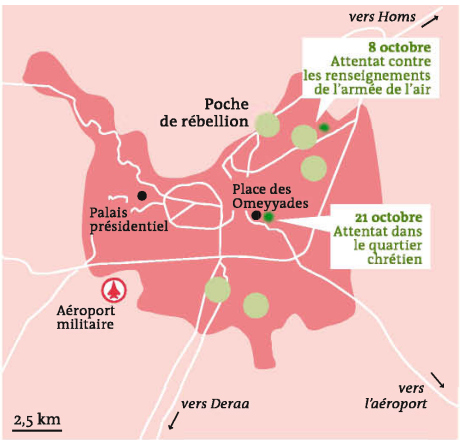


Cinq villes, cinq géographies cinq types de front

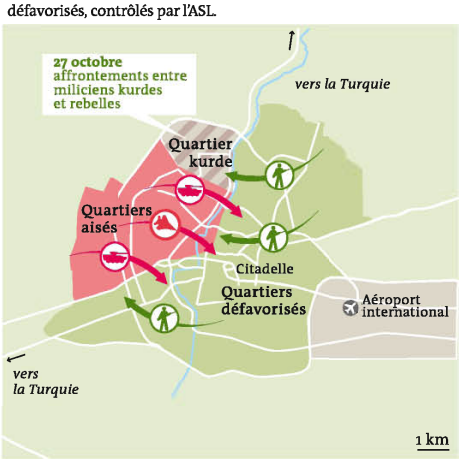
Forces gouvernementales | Forces de l'ASL

Le soulèvement qu'a connu la Syrie au début des années 1980 était principalement une révolte de la moyenne bourgeoisie des villes, souvent acquise aux Frères musulmans, contre les campagnes, le bastion électoral du parti Baas au pouvoir. La révolution qui a éclaté en mars 2011 est alimentée par un ressort rigoureusement inverse. Ce sont les zones déshéritées, en périphérie des agglomérations et les villes moyennes, comme Deraa, ayant le sentiment d'être les victimes du processus de libéralisation économique impulsé par Bachar Al-Assad, qui ont lancé le mouvement. Ce qui explique la difficulté qu'a la rébellion à s'emparer des grandes villes.

Damas Forteresse sécuritaire du régime. L'ASL est retranchée dans quelques poches de la ville d'où elle multiplie les attaques.



Alep Deuxième ville du pays, théâtre d'une guerre d'usure depuis le mois de juillet où la ligne de front divise les quartiers aisés, tenus par l'armée gouvernementale et ceux, défavorisés, contrôlés par l'ASL.



SOURCES : UNHCR ; OCHA ; HUMANITARIAN INFORMATION UNIT (HIU) ; AFP ; *LE MONDE* INFOGRAPHIE *LE MONDE*

TURQUIE
102 000 réfugiés

Zone sans combat tenue par les Kurdes

Kamechliyé

Faysh Kabhur

Rabia

Jarabulus

Ayn Al-Arab

Tall Al-Abyad
Repris par le gouvernement

Akçakale

Azaz

Manag

Hassaké
Sous le contrôle conjoint des milices kurdes et des services de sécurité du régime

Principales zones conquises par les rebelles mais sujettes à des bombardements

Lac Assad

Ar-Raqqah

Euphrate

Maadan

Deir ez-Zor

Muhsen

Mayadin

Zone tenue par l'ASL mais bombardée par l'armée régulière

Palmyre
(Tadmor)

Abou Kamal

Poste-frontière dont le contrôle passe d'un camp à l'autre

Désert de Syrie

Al-Walid

IRAK
42 000 réfugiés

JORDANIE
114 000 réfugiés

50 km

SITUATION AU 30 OCTOBRE 2012

Une guerre civile, des fronts multiples...

À L'ÉCHELLE DU PAYS

- Zone d'affrontements
- Combat entre les rebelles et l'armée syrienne
- Bombardement de l'armée syrienne
- Principale base militaire aérienne
- Principale base militaire terrestre
- Peuplement à majorité kurde
- Axe de communication stratégique

À L'ÉCHELLE URBAINE

- Ville tenue par le gouvernement
- Ville tenue par l'Armée syrienne libre (ASL)
- Ville disputée

... qui débordent hors des frontières

LA BATAILLE AUX FRONTIÈRES

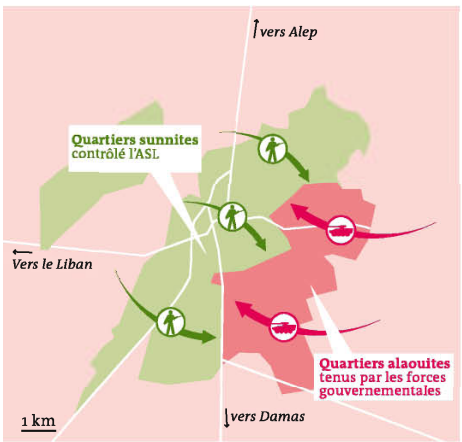
- Poste-frontière contrôlé par l'ASL
- Poste-frontière contrôlé par l'armée
- Frontière poreuse
- Frontière fermée
- Bombardement de l'armée syrienne hors du pays
- Riposte turque

360 000 PERSONNES RÉFUGIÉES
au 25 octobre

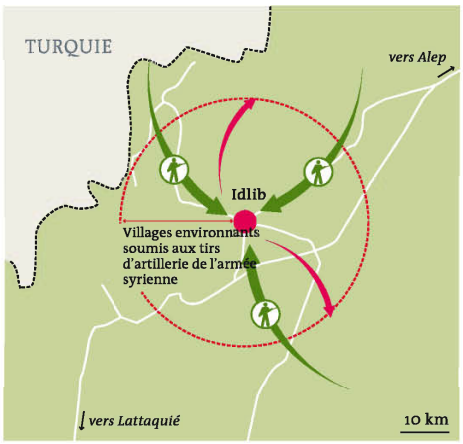
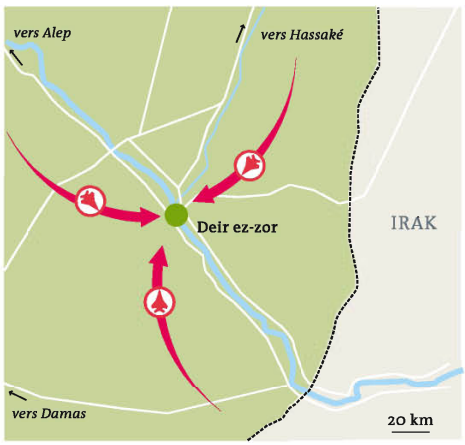
- Camp
- Camp en construction

** annexé par Israël en 1981*

Homs Centre industriel et nœud de communication où l'armée cherche à reprendre depuis huit mois les quartiers sunnites tenus par l'ASL.



Idlib Ville-clé à la frontière turque tenue par le pouvoir au cœur d'une région aux mains des rebelles.



Deir ez-zor Ville située à proximité de la frontière irakienne tenue par l'ASL mais assiégée et bombardée par les forces gouvernementales.